





# Note thématique sur le financement climatique: le financement REDD+

Charlene Watson, ODI, Liane Schalatek, HBS, et Aurélien Evéquoz

Fondamentaux 5 du financement 5 climatique

FÉVRIER 2022

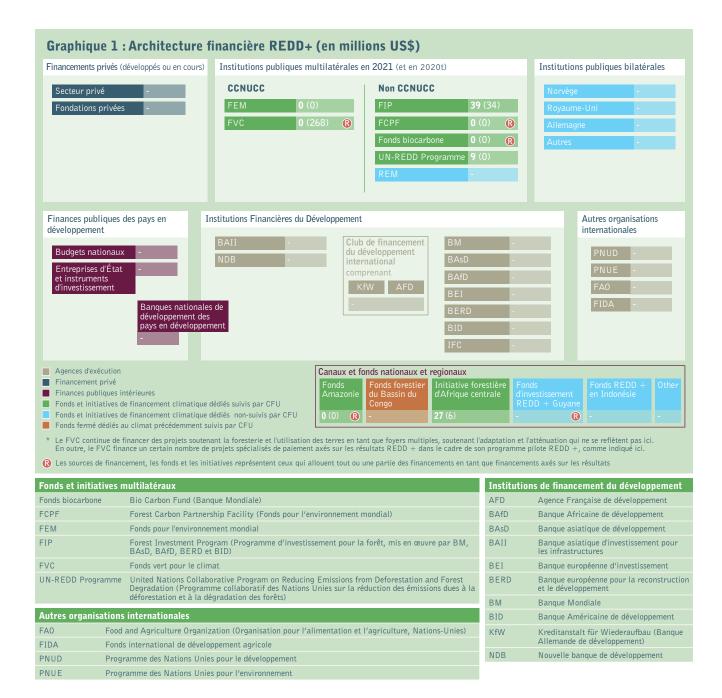
epuis 2008, 5,6 milliards de dollars ont été promis aux fonds climatiques multilatéraux qui soutiennent les efforts de réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation, ainsi qu'à la conservation (REDD+). Il existe et demeure un intérêt de longue date pour la possibilité d'exploiter des mécanismes basés sur le marché pour soutenir les programmes REDD+. Cumulativement, 2,9 milliards US\$ ont été approuvés pour des activités dédiées à la REDD+ depuis 2008. Le Fonds Amazone, avec 705 millions US\$ approuvés pour 102 projets au Brésil et dans le Biome amazonien, reste le plus grand fonds dédié au REDD+.

L'année 2021 a vu des approbations relativement faibles pour la REDD+ avec 75 millions US\$, alors que ce montant était resté relativement stable au cours des cinq dernières années avec une moyenne de 263 millions. L'augmentation observée ces dernières années était due à l'augmentation des financements du Fonds vert pour le climat (FVC). En novembre 2021, avait été approuvés au moins 16 projets impliquant des forêts, qui concernent à la fois l'adaptation et l'atténuation, et huit projets REDD+ dédiés avec des paiements basés sur les résultats pour un total de 497 millions US\$ dans le cadre de son programme pilote REDD+ pluriannuel, qui est actuellement en cours d'examen et susceptible de connaître une nouvelle phase de financement en 2022. Ces projets reflètent les efforts déployés pour aider les pays en développement à aller au-delà de la préparation et du renforcement des capacités vers des programmes de démonstration et des réductions d'émissions avec des paiements basés sur des résultats vérifiés. Malgré la stagnation des flux REDD+ des fonds multilatéraux sur le changement climatique, les efforts de protection et de conservation des forêts se sont intensifiés en 2021, notamment avec la Déclaration des dirigeants de Glasgow sur les forêts et l'utilisation des terres lors de la COP26, et avec plusieurs autres initiatives de financement de la protection des forêts.

### Introduction

La REDD+ a pris de l'importance suite à la reconnaissance que le changement d'affectation des terres, principalement la déforestation, est responsable de 12 à 20% des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). En outre, les forêts tropicales fournissent de multiples services écosystémiques et soutiennent les moyens de subsistance d'environ 1,6 milliard de personnes parmi les plus pauvres du monde qui dépendent des ressources forestières. La REDD+ a le potentiel d'aider à promouvoir l'utilisation et la conservation environnementales et socialement durables des ressources forestières dans le cadre des stratégies de développement, à condition que des garanties, des programmes de bénéficiaires inclusifs sensibles au genre et que les droits d'utilisation traditionnels et autochtones soient reconnus et protégés. Le Cadre de Varsovie sur la REDD+ négocié à la COP19 a souligné l'importance de la mise en œuvre des garanties ainsi que l'accent mis sur le financement des résultats vérifiés de réduction des émissions (CCNUCC, 2014). L'idée d'exploiter les mécanismes basés sur le marché du carbone pour soutenir la REDD+ a suscité un vif intérêt. Bien que la structure et l'avenir de ce

marché potentiel restent incertains, une grande partie du financement de la REDD+ a été consacré à des activités de « préparation » pour préparer les pays à un financement basé sur des réductions démontrées de la déforestation et des émissions associées. Ces dernières années, le concept de REDD+ a été inclus dans des approches plus holistiques axées sur la promotion et la protection des écosystèmes naturels comme moyens de lutter contre le changement climatique. La Déclaration des dirigeants à Glasgow sur les forêts et l'utilisation des terres lors de la COP26, qui rassemble désormais plus de 140 pays dont les territoires couvrent 90% des forêts mondiales, promet de renforcer la collaboration pour lutter contre la perte de forêts en fournissant des financements, des savoirs et des outils (UK COP26, 2021a). Il reste à voir si cette initiative et plusieurs autres initiatives de financement de la protection des forêts annoncées à Glasgow, notamment le Global Forest Finance Pledge (Engagement mondial pour le financement des forêts) de 12 milliards US\$ en provenance de onze pays et de l'Union européenne (UK COP26, 2021b), redynamiseront les fonds multilatéraux REDD+ ou les relégueront à la marge des efforts mondiaux de protection des forêts.



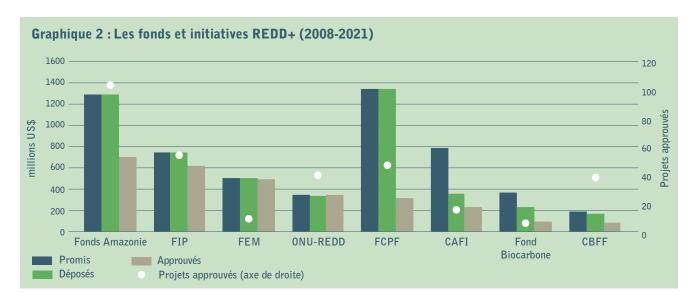
# Quels fonds climats principaux soutiennent le REDD+?

Plusieurs institutions financent le REDD+ (graphique 1). Les Fonds de partenariat pour le carbone forestier de la Banque mondiale (FCPF), les Fonds carbone et de préparation (FP-FCPF), le Programme d'investissement pour la forêt (FIP) et son Fonds Bio-Carbone administré par les Fonds d'investissement climatique et le Programme ONU-REDD sont des fonds multilatéraux dédiés aux financements du REDD+. Ils ont ensemble approuvé 1,4 milliard US\$ à ce jour pour des activités de projets (graphique 2, tableau 1).

Un grand nombre de ces fonds multilatéraux soutenant REDD+ se sont concentrés sur le renforcement de la préparation. Le financement de la REDD+ vise cependant de plus en plus à aider les pays en développement à aller

Tableau 1 : Fonds climatiques soutenant la REDD + (2008-2021, millions US\$)

Fonds	Engagés	Déposés	Approuvés	Projets approuvés
Amazon Fund (Fonds Amazonie)	1288,2	1228,2	705,3	102
Forest Investment Programme (Programme d'investissement forestier, FIP)	748,6	748,6	617,7	53
Fonds vert pour le climat (FVC) <sup>1</sup>	500	500	496,7	8
UN-REDD Programme	344,9	339,1	342	39
Forest Carbon Partnership Facility (fonds de partenariat pour le carbone forestier, FCPF)	1343,3	1343,3	314,3	46
Central African Forestry Initiative (Initiative forestière d'Afrique centrale, CAFI)	784	353,2	228,5	15
Bio Carbon Fund (Fonds Bio-Carbone)	367,4	230,4	98,3	5
Congo Basin Forest Fund (fonds forestier Bassin du Congo, CBFF) <sup>2</sup>	186	164,7	83,1	37



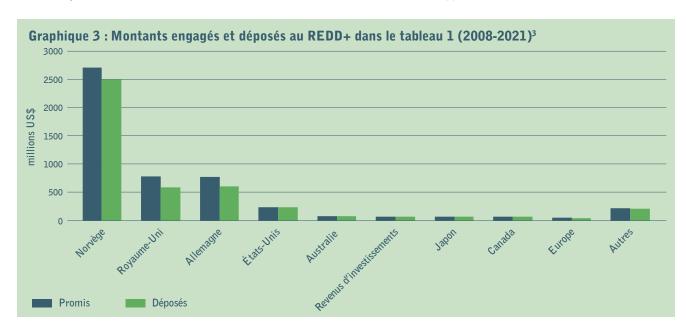
au-delà du renforcement des capacités et de la préparation vers des programmes de démonstration et des réductions d'émissions avec un financement offert sur la base d'un paiement aux résultats. Les fonds soutenant cette transition tels que le FCPF et le FIP ont cherché à se réorganiser pour apporter davantage de soutien aux pays partenaires. En juillet 2015, la Banque mondiale – fiduciaire du Fonds carbone et de préparation du FCPF et du FIP – a réorganisé les unités opérationnelles pour offrir plus de cohérence et de coordination entre les trois fonds. Cependant, les paiements basés sur les résultats du Fonds carbone du FCPF ne sont pas encore réalisés.

En revanche, le Fonds Amazonie, considéré comme un mécanisme de paiement basé sur les résultats, a approuvé 705 millions US\$ et le FVC en 2019 a fait ses premières approbations en vue d'augmenter le financement basé sur les résultats pour le changement d'affectation des terres et les forêts, parallèlement aux avantages pour les services écosystémiques et les moyens de subsistance. Bien que le FVC ne soit pas un fonds dédié à la REDD+, il a annoncé en 2017 un projet pilote de cinq ans avec 500 millions US\$ pour des projets avec des réductions d'émissions forestières quantifiables et vérifiables. Avec le programme pilote FVC REDD+ actuellement en cours d'examen, le FVC devrait présenter les termes et modalités actualisés pour une deuxième phase de financement REDD+ en 2022.

# Origine des financements engagés et déposés pour le REDD+?

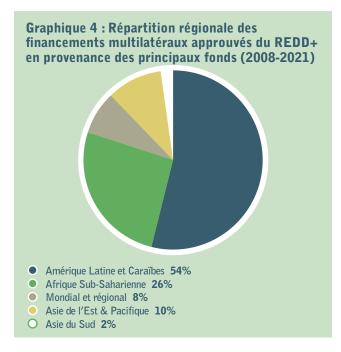
La Norvège a contribué le montant le plus important au financement des fonds multilatéraux pour les activités REDD+ (Figure 3). La contribution de la Norvège représente 53% du montant total promis. Le Royaume-Uni, l'Allemagne et les États-Unis sont également des contributeurs majeurs au financement de la REDD+, fournissant des ressources aux fonds multilatéraux ainsi que la mise en œuvre bilatérale.

Pays bénéficiaires des fonds et types de projets
Le graphique 4 montre que 54% des financements
multilatéraux REDD+ approuvés, soit 1,5 milliard US\$
visent l'Amérique latine. Le Fonds Amazonie apporte son
soutien à 102 projets au Brésil et dans le biome Amazonie
et représente 46% soit 705 millions US\$ de ce montant.
La deuxième plus grande région bénéficiaire est l'Afrique
subsaharienne, avec 26% du financement multilatéral
REDD+, soit 764 millions US\$ approuvés pour des projets.
Le plus gros bénéficiaire du financement total de la REDD+
dédié dans la région est la République démocratique du
Congo (RDC), pour laquelle le montant de projets approuvés
a atteint 263 millions US\$. En Asie, l'Indonésie est le plus
grand pays bénéficiaire du financement REDD+, avec 179
millions US\$ d'approbations.



Les données de la mise à jour des fonds climats (CFU) ont enregistré 57 pays bénéficiaires du financement multilatéral REDD+, presque un tiers du financement total approuvé REDD+ se concentrant au Brésil (31%). La RDC, l'Indonésie, l'Argentine et le Mexique, sont les principaux bénéficiaires des financements REDD+, avec plus de 84 millions US\$ chacun de financement multilatéral approuvés pour REDD+. Bien que n'étant pas un fonds dédié au REDD+, en décembre 2020, le FVC a approuvé huit projets dans le cadre de son programme pilote REDD+, d'un montant de 497 millions US\$ pour REDD+ axés sur les résultats, épuisant ainsi l'enveloppe de financement du programme. Des discussions sur une prochaine phase du financement du FVC REDD+, y compris sur l'augmentation de son échelle, sont en cours. Sept des projets pilotes REDD+ sont basés en Amérique latine, le huitième en Indonésie. Parmi les fonds multilatéraux dédiés à la REDD+, le Programme ONU-REDD, l'Initiative forestière d'Afrique centrale (CAFI) et le FIP ont approuvé de nouveaux projets en 2021, dont six programmes multi-pays et ceux du Brésil, de la République centrafricaine, de la République du Congo, du Guatemala et du Népal.

En outre, davantage de fonds ciblant à la fois l'adaptation et l'atténuation soutiennent des projets forestiers pertinents. Le FEM-7 a approuvé en 2021, par exemple, un projet d'amélioration des bassins versants sur les terres agricoles au Mexique (4,6 millions US\$) et deux projets de renforcement des capacités institutionnelles et techniques dans des secteurs tels que la foresterie en RDC et au



Vanuatu (2 millions US\$ et 1 million US\$ respectivement). Le FVC a quant à lui approuvé 16 autres projets et programmes axés sur la foresterie et l'utilisation des terres depuis 2020, dont 279 millions US\$ pour réduire les impacts du changement climatique dans le biome amazonien dans six pays et 165 millions US\$ en Éthiopie pour des paysages et des moyens de subsistance résilients.

## Références et lectures complémentaires

Climate Focus (2017) Progress on the New York Declaration on Forests: finance for forests - goals 8 and 9 assessment report. Berlin: Climate Focus. <a href="http://www.climatefocus.com/sites/default/files/NYDF%20report%202017%20FINAL.pdf">http://www.climatefocus.com/sites/default/files/NYDF%20report%202017%20FINAL.pdf</a>

Climate Focus/NYDF Assessment Partners (2019) Protecting and restoring forests: a story of large commitments yet limited progress. New York Declaration on Forests Five-Year Assessment Report. Berlin: Climate Focus. <a href="https://forestdeclaration.org/images/uploads/resource/2019NYDFReport.pdf">https://forestdeclaration.org/images/uploads/resource/2019NYDFReport.pdf</a>

Climate Funds Update: www.climatefundsupdate.org

GCF (2017) Request for proposals for the pilot programme for REDD-plus results-based payments. GCF/B.18/06. Incheon, South Korea: Green Climate Fund. <a href="http://www.greenclimate.fund/documents/20182/820027/GCF\_B.18\_06\_-\_Request\_for\_proposals\_for\_the\_pilot\_programme\_for\_REDD-plus\_results-based\_payments.pdf/0691c547-110a-4bee-886b-084664326fe1</a>

Norman, M. and Nakhooda, S. (2014) The state of REDD+ finance. CGD Working Paper 378. Washington, DC: Center for Global Development. <a href="http://www.cgdev.org/publication/state-redd-finance-working-paper-378">http://www.cgdev.org/publication/state-redd-finance-working-paper-378</a>

UK COP26 Presidency (2021a) Glasgow Leaders' Declaration on Forests and Land Use. London, United Kingdom: UK COP26 Presidency. <a href="https://ukcop26.org/glasgow-leaders-declaration-on-forests-and-land-use/">https://ukcop26.org/glasgow-leaders-declaration-on-forests-and-land-use/</a>

UK COP26 Presidency (2021b) The Global Forest Finance Pledge. London, United Kingdom: UK COP26 Presidency. <a href="https://ukcop26.org/the-global-forest-finance-pledge/">https://ukcop26.org/the-global-forest-finance-pledge/</a>

UNFCCC (2014) Report of the Conference of the Parties on its nineteenth session, held in Warsaw from 11 to 23 November 2013. FCCC/CP/10/Add.1. Bonn: United Nations Framework Convention on Climate Change. <a href="https://unfccc.int/resource/docs/2013/cop19/eng/10a01.pdf#page=24">https://unfccc.int/resource/docs/2013/cop19/eng/10a01.pdf#page=24</a>

### Note

- Le FVC est un fonds multi-foyers et non un fonds dédié REDD+. Le montant indiqué dans ce tableau ne reflète pas toutes les promesses faites pour le FVC, mais seulement le montant spécifiquement réservé pour les paiements REDD+ basés sur les résultats dans le cadre du programme pilote de 500 millions US\$ du FVC.
- 2. Le Fonds forestier du bassin du Congo (CBFF) a fonctionné pendant une période de dix ans de 2008 à 2018 et a été officiellement fermé en 2018 ; l'Initiative forestière d'Afrique centrale (CAFI) lui a succédé dans la région.
- 3. Il n'est pas possible de déterminer la part des engagements des pays qui ne sont pas inclus ici vis-à-vis du financement REDD+ au FVC.

Les Fondamentaux du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur **www.climatefundsupdate.org** 

© ODI et HBS 2022